

Les crédits

traversons. Nous voudrions voir le gouvernement déployer plus d'efforts et se montrer plus énergique pour remédier à cette crise.

Nos pêcheurs et nos collectivités s'intéressent de près à la question. Si le gouvernement ne fait pas davantage, alors on semble dire au reste du monde que cela ne nous intéresse pas. Je ne peux pas croire que ce soit le cas. Je sais que la ministre a rappelé toutes les fois où elle a parlé, elle ou le premier ministre, mais il faut prendre immédiatement de vraies mesures.

La saison est proche, et la réalité, c'est la perte éventuelle de 8 000 emplois immédiatement dans la région de Terre-Neuve et ses retombées dans d'autres régions.

Je pose à la ministre deux ou trois questions simples et je commencerai de la manière suivante: premièrement, cette semaine le *Globe and Mail* a fait paraître une publicité qui était fautive, à mon avis. Je voudrais savoir comment, en tant que ministre des Affaires extérieures, elle peut autoriser notre quotidien national à faire paraître une difficulté qui ne soit pas contestée par le gouvernement du Canada.

Nous savons que la population de phoques doit être contrôlée. J'ai le regret de dire qu'elle augmente. Nous savons qu'elle mange trop de poisson, et pas seulement de la morue. Il s'agit de tout le stock. C'est la quantité de poisson que les phoques mangent. Pourquoi le gouvernement du Canada n'a-t-il pas agi de façon responsable et fait passer demain ou cette fin de semaine une annonce contredisant celle que nous avions vue dans les journaux cette semaine? Sur la côte est, nous pensons que nous sommes battus avant même d'avoir commencé avec le gouvernement.

La deuxième question que je veux poser est la suivante: Pourquoi n'avons-nous pas ratifié le droit de la mer? Nous l'avons signé en 1977. Je sais que les États-Unis ne vont pas le signer. Je sais pourquoi ils ne veulent pas le signer: à cause de leurs grandes entreprises et de leurs multinationales qui ne veulent pas être trop réglementées par un gouvernement républicain; il en était ainsi sous Reagan, il en est encore sous Bush.

Il n'y a aucune raison pour justifier que nous ne l'avons pas signé et démontré ainsi que nous croyons à ce que contient le droit de la mer. Alors, je pense que rien ne justifie que nous ne puissions pas faire un effort supplémentaire. Je suis membre des délégations parlementaires. On ne m'a pas demandé d'aller rencontrer des parlementaires des États-Unis, de la CEE, de la France ou du Commonwealth pour obtenir leur appui afin d'essayer d'alléger ce fardeau.

La ministre aurait-elle l'obligeance de me répondre?

Mme McDougall: Monsieur le Président, permettez-moi de répondre d'abord à la deuxième partie de la question.

La députée sait parfaitement qu'en tant que ministre, je ne suis pas responsable des délégations parlementaires. Celles-ci doivent s'adresser à la Chambre pour obtenir des fonds. Cela n'est pas du ressort du gouvernement, mais bien de la Chambre. J'ajouterai que, si la députée veut constituer une délégation parlementaire, j'en suis fort aise. On pourra en discuter, mais on ne m'en a jamais fait la demande.

À propos de la Convention sur le droit de la mer, que nous avons effectivement signée en 1977, ce qu'il faut, c'est un solide appui multilatéral. Nous observons la convention et en tenons compte dans nos activités, mais si nous sommes les seuls à la ratifier, cela n'aidera guère à régler le problème en question. Ce qui va donner des résultats, par contre, ce sont des mesures comme celles que nous appliquons actuellement, notamment en Europe.

La députée prétend que nous n'avons pas défendu ce dossier assez énergiquement. Je puis vous assurer que nous avons mis tant de vigueur dans nos démarches relatives à ce problème que nos rapports avec la Communauté européenne se sont considérablement tendus.

M. Mills: Les Européens ne savent même pas de quoi il retourne.

Mme McDougall: Nous avons fait des démarches à la fois auprès de la commission et au niveau politique.

La dernière fois que l'ambassadeur Gherson est allé en Europe pour leur présenter les données statistiques, il n'a évidemment pas été accueilli très chaleureusement. L'accueil fut même très tiède au départ. Mais dès que les gens jettent un coup d'oeil aux chiffres, ils deviennent plus attentifs.

C'est le genre de mesure qui prend du temps, mais cela en vaut la peine, peu importe le temps et l'énergie qu'il faut y consacrer. Nous l'avons fait au détriment d'autres questions dont nous traitons avec l'Europe à cause des tensions que nos démarches ont créées dans nos relations politiques avec la CEE, notamment avec sa Commission, sans parler de nos relations avec l'Espagne et le Portugal. Voilà une raison supplémentaire de le faire.

À mon avis, la seule chose qui risque d'avoir une influence sur leur—La députée pourrait peut-être écouter ma réponse au lieu de bavarder avec son voisin.

Mme Campbell (South West Nova): J'écoute.